Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary **Assembly**
Assemblée parlementaire

Doc. 11206
13 mars 2007

La situation des Roms en Europe et les activités pertinentes du Conseil de l'Europe

Proposition de recommandation
présentée par M. Cilevičs et plusieurs de ses collègues

La présente proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

1. L'Assemblée s'est penchée sur la situation de la plus importante minorité d'Europe, celle des Roms, dans un certain nombre de documents, et notamment dans la Recommandation 1557 (2002) sur «la situation juridique des Roms en Europe».

2. Au sein du Conseil de l'Europe la question des Roms se trouve au cœur de trois priorités de l'Organisation: la protection des minorités, la lutte contre le racisme et l'intolérance et la lutte contre l'exclusion sociale. Par conséquent, un certain nombre d'organes s'occupe des questions relatives aux Roms. La première instance représentative rom, le Forum européen des Roms et des gens du voyage (FERV), a été créée sous les auspices du Conseil de l'Europe. Leur action a néanmoins produit jusqu'ici des résultats limités.

3. Ces dernières années, plusieurs autres organisations internationales, dont les Nations Unies (notamment leur Programme de développement), l'OSCE et l'Union européenne, ont élaboré de nombreux programmes et projets visant à la protection des droits de l'homme et à la promotion de l'intégration sociale des Roms. Plusieurs gouvernements nationaux, surtout en Europe centrale et orientale, ont adopté des politiques qui poursuivent le même but. En outre, de nombreuses ONG, tant nationales qu'internationales, créées par les Roms eux-mêmes et par des organisations non roms de protection des droits de l'homme et de conseil juridique, ont mis en œuvre différents types d'actions destinées à améliorer la situation des Roms.

4. Cependant, en dépit de l'attention croissante et de toutes les actions précitées dont ils font l'objet, les Roms demeurent, de loin, la minorité la plus discriminée d'Europe. Dans la quasi-totalité des pays européens, ils représentent le groupe le plus vulnérable et le plus défavorisé du point de vue social en matière d'accès à l'emploi, à l'éducation et aux soins médicaux. Les Roms sont plus souvent victimes de brutalités policières que les personnes appartenant à d'autres groupes. Ils sont fréquemment cantonnés à des logements non conformes aux normes et on recense de plus en plus de cas d'expulsion forcée de Roms de leur domicile dans un certain nombre d'Etats européens. Ils sont touchés de manière disproportionnée par les déplacements forcés lors des conflits, notamment dans les Balkans, bénéficient difficilement de l'asile et d'une protection internationale et leur retour forcé devient systématique dans des situations où l'état de la sécurité et les conditions sociales de leur pays d'origine ne permettent à l'évidence pas leur (ré)intégration réussie. Il convient de souligner que la Cour européenne des Droits de l'Homme a prononcé des arrêts qui se rapportent aux violences et aux discriminations racistes subies par les Roms.

5. Au vu de la situation brièvement décrite ci-dessus, l'Assemblée décide d'entreprendre une étude approfondie de l'action menée par les diverses branches du Conseil de l'Europe en faveur de la protection des Roms et pour favoriser leur intégration, en vue de rationaliser davantage ces activités, de renforcer la coopération et d'intensifier la synergie entre l'ensemble des organes concernés, de manière à accroître l'efficacité des efforts déployés à l'échelon national et international pour améliorer la situation des Roms.

Doc. 11206

Signé[1]:

CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
BARTUMEU CASSANY, Andorre, SOC
Van den BRANDE, Belgique, PPE/DC
CHRISTMAS-MØLLER, Danemark, PPE/DC
CIRCENE, Lettonie, PPE/DC
ELO, Finlande, SOC
HAJIYEVA, Azerbaïdjan, PPE/DC
HOLOVATY, Ukraine, ADLE
IVANJI Željko, Serbie, PPE/DC
JURGENS, Pays-Bas, SOC
MANZELLA Andrea, Italie, SOC
McINTOSH, Royaume-Uni, SOC
OMTZIGT, Pays-Bas, PPE/DC
POURGOURIDES, Chypre, PPE/DC
SHARANDIN, Fédération de Russie, GDE
VAREIKIS, Lituanie, PPE/DC
WOHLWEND, Liechtenstein, PPE/DC

1 SOC: Groupe socialiste
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe des démocrates européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
NI: non inscrit dans un groupe